



## Concours interne de l'agrégation et CAER - PA

### Section langues vivantes étrangères : anglais

#### Programme de la session 2017

---

### Écrit : tronc commun

#### I – Littérature

- 1 – William Shakespeare. *As You Like It* [1599]. Michael Hattaway, ed. Cambridge: Cambridge University Press (The New Cambridge Shakespeare), 2009.
- 2 – Jane Austen. *Sense and Sensibility* [1811]. James Kinsley, ed. Oxford: Oxford University Press (Oxford World's Classics), rev. ed. 2008 (2004) et le film de Ang Lee de 1996.
- 3 – Willa Cather. *My Ántonia* [1918]. Janet Sharistianian, ed. Oxford: Oxford University Press (Oxford World's Classics), 2006.

N.B. Mêmes éditions pour l'écrit et l'oral.

#### II – Civilisation

##### 1 – Le Royaume-Uni à l'épreuve de la crise, 1970-1979

Les années 1970 au Royaume-Uni sont souvent décrites comme une période de crise politique, sociale et économique, qui scella la fin du consensus de l'après-guerre et favorisa l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en 1979. La décennie fut en effet marquée par de graves difficultés économiques, accentuées par une conjoncture internationale difficile et des mouvements sociaux de grande ampleur, qui contraignirent « l'homme malade de l'Europe » à recourir au Fonds monétaire international. Mais si les années 1970 sont associées pour nombre de Britanniques à des années de crise, le bilan historique s'avère plus contrasté, et avec la poursuite des politiques sociales engagées dans les années 1960, les avancées furent nombreuses dans ce domaine. D'ailleurs, le groupe de réflexion *New Economics Foundation* publia un rapport en 2004, selon lequel l'année 1976 avait été l'année de l'après-guerre la plus agréable à vivre en Grande-Bretagne. L'historiographie récente souligne aussi d'importants changements culturels, évoquant l'âge d'or de la télévision britannique, de la fiction populaire, et de la musique punk rock. Cette décennie semble donc plus complexe et ambiguë qu'il n'y paraît à première vue, appelant une réflexion sur les idées de continuité et de rupture, ainsi que sur la thèse de l'obsolescence du consensus de l'après-guerre. Il s'agira notamment d'identifier la nature et la portée des crises que traversa le Royaume-Uni, et d'évaluer les réponses apportées par les gouvernements conservateurs et travaillistes pour enrayer un déclin, sinon un déclassement national.

Les conservateurs gagnèrent les élections de 1970 avec un programme de rupture économique (*A Better Tomorrow*), promettant la croissance grâce à la mise en oeuvre de politiques nouvelles. Pourtant, le Premier ministre Edward Heath fut rapidement contraint de faire volte-face, en volant au secours d'entreprises en difficulté, malgré l'*Industrial Relations Act* de 1971, ou en revenant à la pratique de la planification et de la politique des revenus. Les grèves de 1972-1974, les coupures de courant et l'instauration de la semaine de trois jours, furent en partie à l'origine de l'alternance gouvernementale en février 1974, et contribuèrent au climat de crise. Les travaillistes n'eurent guère plus de succès dans leur stratégie d'apaisement des syndicats et la mise en place d'un contrat social pour maîtriser les dépenses et modérer les salaires. Ces événements fournissent un éclairage intéressant sur le renouveau d'un militantisme syndical, notamment avec le NUM (*National Union of Mineworkers*) et Arthur Scargill. Le choc pétrolier et la stagflation limitèrent l'efficacité des politiques keynésiennes, tandis que le FMI, sollicité pour un prêt en 1976, exigea en contrepartie des mesures de nature néo-libérale qui, si elles furent acceptées par les travaillistes, ne permirent pas pour autant de moderniser l'appareil productif. Par ailleurs, il s'agira d'expliquer dans quelle mesure le fossé Nord-Sud se creusa dans un contexte de déclin des industries traditionnelles et de tertiarisation de l'économie. Ce sentiment de polarisation géographique sera intégré à



## Concours interne de l'agrégation et CAER - PA

### Section langues vivantes étrangères : anglais

#### Programme de la session 2017

---

une réflexion sur les inégalités entre les classes sociales, ainsi que sur le développement de la pauvreté et la distribution des richesses.

Il conviendra également d'analyser la portée de l'hiver du mécontentement de 1978-1979. Cet événement fut érigé à la fois comme point d'aboutissement d'un long processus et comme mythe politique fondateur, dont il est nécessaire de comprendre la construction. Les conservateurs et la presse, largement conservatrice, se servirent de ces grèves pour accréditer l'idée que l'ensemble des syndicats, véritable « Etat dans l'Etat », et le Parti travailliste étaient à l'origine du désordre social et politique.

Les années 1970 furent des années de contestation et de remise en question, non seulement de la gestion économique mais aussi de la gestion politique du pays. Elles sont associées à une crise du bipartisme, comme en témoigne la difficulté des deux grandes formations politiques à réunir les suffrages nécessaires à l'exercice d'un pouvoir fort. Cette difficulté à obtenir une majorité fut illustrée par les cas du gouvernement de minorité de février 1974, et l'alliance de courte durée entre libéraux et travaillistes, soutenue par les partis nationalistes de 1977 à 1978. On prendra en compte le contexte électoral (*dealignment*) marqué par une plus grande volatilité de l'électorat, et par un affaiblissement de l'identification partisane et du lien supposé organique entre classes sociales et préférence électorale. Ceci se solda par la montée en puissance du Parti libéral et des petits partis nationalistes à partir des législatives partielles de 1966 et 1967, et par une demande de plus en plus forte pour une dévolution des pouvoirs aux régions après la publication du rapport Kilbrandon en 1973. On note également la naissance de partis politiques dédiés à la défense de l'environnement.

La victoire inattendue des conservateurs en 1970, la nécessité d'organiser deux élections en 1974, la démission d'Harold Wilson en 1976, le résultat des référendums sur la dévolution le 1er mars 1979, et la motion de défiance du 28 mars 1979 furent autant d'événements qui renforcèrent l'impression d'une grande instabilité politique, sans oublier les troubles en Irlande du Nord qui menèrent notamment à la suspension de Stormont en 1972. Au plan idéologique, l'élection de Margaret Thatcher à la direction du Parti conservateur en 1975 constitue un moment-clef de l'histoire du parti. La branche du conservatisme social représenté par Edward Heath devint minoritaire en raison du virage idéologique, inspiré par les idées de la Nouvelle Droite, que M. Thatcher imposa. Le Parti travailliste ne fut pas non plus exempt de divisions internes qu'il faudra analyser. Par ailleurs, on pourra également mesurer la popularité de la monarchie britannique lors du jubilé d'argent de 1977, popularité très contestée par les républicains et des groupes comme les *Sex Pistols*.

On s'intéressera aussi à la question de l'intégration européenne, après les deux tentatives infructueuses de 1961 et 1967. On portera une attention particulière aux débats et aux affrontements politiques précédant le vote historique des Communautés le 28 octobre 1971, à la loi de 1972 relative à l'adhésion (*European Communities Act*), et au référendum de 1975. Cette question révéla l'absence de consensus politique inter- et intra-partisan, offrant ainsi une tribune aux thèses eurosceptiques. On étudiera les prises de position britanniques au sein de l'espace européen après 1973, le rôle de la presse et l'évolution de l'opinion publique quant au nouveau statut du Royaume-Uni en tant qu'Etat membre de la CEE, au cours de cette décennie, jusqu'à la tenue des premières élections européennes directes au printemps 1979.

Dans le domaine des politiques sociales, on évaluera la continuité des mesures prises dans les années 1970 avec celles qui avaient été prises au cours des années 1960 : d'une part, le gouvernement conservateur décida en 1971 de renforcer, par un nouveau dispositif, les lois de 1962 et 1968 destinées à limiter l'immigration, restreignant ainsi le regroupement familial et établissant la nationalité par filiation (*patrilineality*) ; d'autre part, le Parti travailliste poursuivit les politiques anti-discriminatoires adoptées en 1965 et 1968 avec la loi-cadre de 1976 (*Race Relations Act*). On réfléchira, dans cette perspective, aux questions d'identité britannique et de société multiculturelle dans un contexte marqué par la montée du *National Front* et la radicalisation du discours des conservateurs.



## Concours interne de l'agrégation et CAER - PA

### Section langues vivantes étrangères : anglais

#### Programme de la session 2017

---

On analysera la continuité des avancées amorcées dans les années 1960 dans les domaines de l'avortement (Rapport Lane en 1974), du divorce, de la famille (Rapport Finer sur les familles monoparentales en 1974, rapports sur les violences conjugales), et des discriminations contre les femmes avec les lois de 1970 et 1975. Il faudra également considérer les débats sur l'éducation qui opposèrent conservateurs et travaillistes. De même, on étudiera la question des dépenses de santé et l'évolution du service national de santé. Dans la continuité de la décennie précédente, on s'intéressera à l'organisation de nouveaux mouvements pour la revendication de certains droits (*Women's Liberation* et *Gay Liberation Front*, notamment). On prendra aussi en compte le développement d'une culture contestataire sous les traits, par exemple, du mouvement Punk.

Enfin, on terminera avec la campagne électorale pour les législatives de 1979, dont il faudra étudier les enjeux, les stratégies et le rôle des leaders politiques. Plus largement, on pourra examiner les analyses rétrospectives de ces élections et les interprétations a posteriori de la décennie tout entière.

#### 2 – Les Républicains, de Dwight D. Eisenhower à George W. Bush (1952-2008)

Après près de vingt ans de présence démocrate ininterrompue à la Maison-Blanche, l'élection de Dwight D. Eisenhower en novembre 1952 marque le retour des Républicains à la tête de l'exécutif. Dans les décennies qui suivent, sa réélection et les deux victoires de Richard M. Nixon ne doivent pas occulter le fait que le Parti républicain demeure structurellement minoritaire. Pour renverser cette situation, les dirigeants et la base du Grand Old Party (GOP) ont cherché à renouveler leur corps de doctrine et à adapter leur stratégie électorale. Paradoxalement, c'est la défaite écrasante de Barry M. Goldwater en 1964 qui apparaît a posteriori comme le point de départ de la recomposition du paysage politique. Sa rhétorique résolument conservatrice, en rupture avec le *liberal consensus* de l'après-guerre, annonce celle de Ronald W. Reagan en 1980. Pendant la présidence de ce dernier, le centre de gravité du débat politique se déplace progressivement vers les valeurs conservatrices et un nouvel équilibre se dessine entre les deux grands partis américains.

L'ascension républicaine fait l'objet d'interprétations diverses : les débats historiographiques portent notamment sur sa chronologie, sa géographie, son contenu idéologique, et sur les conséquences des mutations de l'identification partisane – sur ce dernier point, faut-il ainsi parler de « réalignement » ou de « désalignement » ?

L'épreuve des faits, à travers l'exercice du pouvoir, est un élément d'appréciation essentiel de l'action des Républicains. Sans viser à l'exhaustivité, il conviendra de connaître les principaux succès et échecs des présidents républicains, les lois importantes votées par les élus du GOP au Congrès, ainsi que les décisions marquantes, d'inspiration conservatrice, de la Cour suprême.

On prêtera une attention particulière aux points suivants :

##### a – Étapes

La séquence électorale permet d'identifier les étapes de la montée en puissance républicaine. On verra ainsi tout d'abord en quoi le programme de Goldwater se démarque du *modern republicanism* de la présidence Eisenhower, qui participe quant à lui du *liberal consensus* de l'après-guerre. Les thèmes de la campagne de Goldwater, notamment la défense des « droits des États » contre l'ingérence de Washington, suscitent dans les années qui suivent un écho grandissant, en phase avec certaines évolutions profondes de la société américaine.

Quatre ans après la défaite de Goldwater, Nixon se présente comme le porte-parole d'une majorité silencieuse hostile aux changements sociétaux des années 1960. À plus d'un titre cependant, sa politique intérieure s'inscrit dans la continuité de celle de ses prédécesseurs. C'est avec Reagan, ancien gouverneur de Californie (1967-1975), qu'accède à la Maison-Blanche un représentant de l'aile conservatrice du Parti républicain. Il doit sa victoire à une puissante coalition de groupes et d'individus aux convictions et aux intérêts très divers. Bien que son bilan soit, à bien des égards, éloigné des intentions initiales, sa



## Concours interne de l'agrégation et CAER - PA

### Section langues vivantes étrangères : anglais

#### Programme de la session 2017

présidence transforme la politique américaine en ce qu'elle met fin au consensus de l'après-guerre et lui substitue un nouvel équilibre.

À partir des années 1980, le GOP doit-il être considéré comme le nouveau parti majoritaire ? Les élections restent très contestées ; le débat politique est de plus en plus polarisé. Le succès spectaculaire des Républicains, conduits par Newton L. Gingrich, lors des élections de mi-mandat en 1994, est suivi de la réélection du Démocrate William J. Clinton en 1996. En 2001, George W. Bush n'est investi qu'après une élection très disputée ; sa présidence, que bouleversent les événements du 11 septembre 2001 et leurs conséquences, s'achève sur des revers électoraux pour le Parti républicain en 2006 et 2008.

#### b – Acteurs et instruments

L'ascension républicaine est rendue possible par des acteurs aux profils très divers dont on veillera à prendre en compte la multiplicité : le mot « Républicain » ne désigne pas seulement les électeurs dûment inscrits comme tels (*registered Republicans*), mais aussi les autres électeurs, les élus nationaux et locaux, les juges de la Cour suprême et des cours fédérales, les théoriciens (William F. Buckley, Jr., Irving Kristol, etc.) et les figures médiatiques (Grover G. Norquist, Paul M. Weyrich, etc.) de la mouvance conservatrice. Seront aussi examinés les *think tanks* (*Cato Institute*, *The Heritage Foundation*, etc.) et les dispositifs de diffusion (le réseau câblé Fox News, les *talk shows* radiophoniques, etc.) de l'idéologie du parti.

L'étude des aspects institutionnels de la question devra inclure le fonctionnement des structures nationales et locales du parti, ses modes de financement, et les mécanismes de désignation de ses candidats. On analysera les campagnes électorales, moments privilégiés de mobilisation de l'électorat, en identifiant les dynamiques qui leur sont propres.

Enfin, on s'attachera à l'un des traits les plus marquants de la recomposition politique : sa dimension géographique. En effet, l'engagement des Démocrates en faveur des droits civiques permet le déploiement d'une *Southern strategy* qui aboutit à la constitution d'un bastion républicain quasiment homogène dans le Sud. Toutefois ces gains notables et le maintien de positions solides dans les *red states* traditionnels s'accompagnent de difficultés persistantes à attirer durablement des catégories d'électeurs comme les minorités, au poids de plus en plus important, ou les femmes.

#### c – Enjeux

Le repositionnement du parti républicain sur une ligne conservatrice s'opère sous l'influence d'un renouveau intellectuel qui se dessine dès les années 1950. Se construit peu à peu un canon idéologique qui embrasse des thèmes très divers, parmi lesquels notamment :

- une politique économique qui prétend rompre avec les héritages du New Deal et de la Great Society : *supply-side economics*, dérégulation, réduction du périmètre de l'État-providence, équilibre budgétaire, etc. ;
- les valeurs de la Droite chrétienne : opposition au droit à l'avortement et à la recherche sur les cellules souches, créationnisme, affirmation des valeurs de la famille traditionnelle, etc. ;
- la défense des libertés individuelles et des « droits des États » contre les interventions du pouvoir fédéral dans les domaines des droits civiques, de la fiscalité, de la réglementation de la possession des armes à feu, de la protection de l'environnement, etc. ;
- la dénonciation d'un prétendu activisme judiciaire d'inspiration *liberal* et l'affirmation progressive d'une lecture « originaliste » de la Constitution ;
- une rhétorique dénonçant, de façon appuyée, toutes les formes de criminalité, et visant à dépeindre l'adversaire démocrate comme laxiste sur les questions de sécurité (*soft on crime*) ;
- l'instrumentalisation de la figure de l'ennemi extérieur, qu'il s'agisse du communisme ou du terrorisme.

Il conviendra de se familiariser avec un très riche corpus idéologique, en gardant à l'esprit son caractère souvent polémique et apologétique. Par ailleurs, il ne faudra pas perdre de vue que les politiques publiques mises en œuvre par les responsables, élus ou nommés, ne sont pas exemptes de contradictions avec les éléments du canon conservateur.

Enfin, une attention particulière sera portée à la définition de termes tels que *New Right*, *libertarian*, *liberal*, etc., qui devront être situés avec précision dans leur contexte historique.